



GÉOPOLITIQUE DE LA MÉDIATION DE FAURE GNASSINGBÉ AU TOGO : EXCLUSION DES OPPOSANTS NON-ALIGNÉS, DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DE LA DIASPORA

COMMUNIQUÉ DU 15 AOÛT 2022 ADRESSÉ AU PEUPLE TOGOLAIS

RESEAU DE LA COORDINATION DE LA DIASPORA TOGOLAISE INDEPENDANTE (RCDTI) ET
COLLECTIF POUR LA VÉRITÉ DES URNES - TOGO - DIASPORA (CVU-TOGO-DIASPORA)

Contact : info@cvu-togo-diaspora.org qui transmettra.

Après l'échec de 28 dialogues politiques au cours des 40 dernières années au Togo, l'absence de résultat de la médiation togolaise au Mali, suite aux sanctions illégales de l'UEMOA et de la CEDEAO contre le Mali, et condamnées par la Cour de Justice de l'UEMOA, des critiques se font jour dans les rangs du parti politique UNIR (Union pour la République) pour s'interroger sur la crédibilité de leur Président Faure Gnassingbé quant à ses chances de succès en tant qu'initiateur unilatéral de « dialogues » ou de « médiation ». La géopolitique de la médiation de Faure Gnassingbé doit être clarifiée.

1. LE MALADIE DU TOGO : LES LIENS D'AFFILIATION ET DE CLIENTELISME CALCULÉ DE RESPONSABLES DE PARTIS POLITIQUES DITS D'OPPOSITION

Ces critiques ressemblent à s'y méprendre à un hommage du vice à la vertu, dans la mesure où le parti présidentiel UNIR (ex RPT) a toujours systématiquement retourné à son avantage les dialogues politiques au Togo. Si Faure Gnassingbé fait capoter *in fine* la moindre tentative de dialogue, le Mali devrait se méfier de sa médiation, surtout qu'il tente de se donner un rôle dans le dossier tchadien. En effet, Faure Gnassingbé est capable de tout. Une de ses plus spectaculaires et significatives revirement a consisté publiquement au reniement de sa propre signature apposée au bas de l'accord politique global (APG) signé à Lomé le 20 août 1986¹. Cet Accord n'a jamais été appliqué à ce jour.

Il suffit de rappeler, entre autres, l'impossible formation d'un Gouvernement d'Union Nationale au Togo ou le refus de mettre fin à l'impunité, points pourtant prévus dans les APG. En réalité, il s'agissait au cours des vingt années passées, de procéder exceptionnellement à quelques révisions législatives unilatérales en trompe-l'œil, et systématiquement opérées au profit exclusif du parti UNIR (ex RPT), le tout sans concertation préalable sérieuse avec une véritable opposition élargie (partis politiques, société civile et Diaspora) qui peinent à offrir un projet de société commun².

C'est ainsi que dans une continuité négative assumée, la réunion organisée unilatéralement par le pouvoir Gnassingbé le 4 août 2022, sur convocation à la Primature par Mme la Première Ministre (PM), Mme Victoire Tomégah-Dogbé, de représentants de partis politiques choisis, pour échanger sur le terrorisme, n'a pas rencontré le souhait des partis politiques. Ces derniers souhaitaient échanger avec le Gouvernement sur les questions de fond qui affectent la vie quotidienne des Togolaises et Togolais.

La rencontre semble avoir obéi à d'autres calculs politiques du système Gnassingbé sur son avenir propre, calculs motivés par sa perte d'influence aux plans national et international et sur les préoccupations de l'heure, par exemple, la réelle signification du choix du Président français de ne pas faire escale au Togo lors de son récent périple africain. Dans ce contexte, le Togo fait face, selon les sources gouvernementales, à des attaques



terroristes auxquelles viennent se superposer les bavures des militaires togolais dont la population togolaise est victime, notamment les sept jeunes tués à Margba (Nord du Togo) dans la nuit du 9 au 10 juillet.

La convocation de personnalités politiques choisies par Faure Gnassingbé, apparaît d'ores et déjà comme un produit de remplacement, un ersatz aux fameux « dialogues » qui n'aboutissent jamais. De surcroît, ces personnalités furent reçues par la Première Ministre, alors que la gravité supposée de la situation appelle logiquement une implication directe du Président de la République en tant que premier responsable de l'armée et des opérations militaires selon l'Article 72 de la Constitution togolaise en vigueur : « *Le président de la République est le chef des armées. Il préside les conseils de la défense. Il déclare la guerre sur autorisation de l'Assemblée nationale. Il décrète la mobilisation générale après consultation du Premier Ministre.* »

Ce nouveau produit politique sur le marché togolais est un ballon d'essai. Mais dans le contexte actuel cette approche offre peu de chances de déboucher sur l'unité du Peuple togolais, encore moins sur l'unité des responsables de partis politiques. Si l'objectif en filigrane était la volonté de Faure Gnassingbé de fédérer les partis politiques qui œuvraient déjà dans le giron du système Gnassingbé mais n'étaient pas connus du Peuple togolais, c'est presque réussi. Toutefois à contrario, l'effet positif de cette rencontre est de dévoiler la vraie nature des engagements de responsables de partis politiques dits d'opposition. Ceux-là ne pourront plus cacher leurs liens d'affiliation et de clientélisme calculé, principalement fondés sur un « retour » en monnaie sonnante et trébuchante... Cette maladie constitue un mal togolais qui a longtemps été caché au Peuple togolais.

Néanmoins, il faut préjuger qu'il y a là un constat de fébrilité, voire d'anxiété sur l'avenir de Faure Gnassingbé et de ses vrais ou faux partisans si la crédibilité de ce dernier venait à lui faire perdre le soutien de la France et des pays occidentaux tirant avantage du système autocratique togolais.

2. FAURE GNASSINGBÉ EN SURSIS POLITIQUE

En effet, le fait que le Président français Emmanuel Macron, lors de sa tournée africaine en juillet 2022³ n'ait pas daigné rendre visite au Togo de Faure Gnassingbé l'infréquentable, a été perçu par les cercles du pouvoir et leurs affidés au mieux comme une humiliation-vexation, au pire comme un « lâchage » programmé de Faure Gnassingbé par la France.

La fuite en avant de son ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur, Robert Dussey⁴, doit se décliner à l'aune de sa boulimie diplomatique et le déploiement d'efforts sans compter à la recherche de soutiens tous azimuts -et parfois contradictoires- à l'international⁵. Cela suggère de prime abord l'idée de la préparation d'une stratégie de « repli » au cas où les rapports de force imposés par la prise de conscience pacifique des populations togolaises iraient grandissant, jusqu'à réitérer sous des formes nouvelles et idoines l'insurrection du mois d'août 2017. Cette insurrection couve toujours et hante encore bien des consciences au sein des cercles dirigeants. Or, il est important que la position ambivalente d'Emmanuel Macron sur l'illégalité et l'anticonstitutionnalité de Faure Gnassingbé soit clarifiée.

Rappelant au passage aux dirigeants africains leur « hypocrisie » vis-à-vis d'une France qui les maintient au pouvoir, de manière paternaliste et condescendante, Emmanuel Macron a tenté de faire croire, à force d'abus sémantiques, qu'il n'était en Afrique que pour « défendre » les intérêts des dirigeants africains. Le seul problème, c'est qu'aucun des dirigeants africains concernés n'a été dupe. Pire, chacun à sa manière et en toute diplomatie africaine, a fait le « mort » tout en signant en catimini des accords de protection « rapprochée » avec la concurrence.

En fait, chacun se méfie d'Emmanuel Macron qui, une fois n'est pas coutume alors qu'habituellement il s'en délecte, n'a pas osé toucher en public les « oreilles » des présidents africains rencontrés ou « effleurer le dos de ces derniers » afin de faire jouer son « gri-gri blanc » qui a terrassé ceux qui en sont devenus les « victimes et les



martyrs », en France comme à l'international. Sauf qu'en Afrique, la terre des « gris-gris sans couleur », cela ne semble pas avoir fonctionné, sauf peut-être en Guinée Bissau, avec Umaro Sissoco Embaló⁶ qui, en tant que Président en exercice de la CEDEAO, souhaite « créer -bientôt- une force anti-putsch au niveau de la CEDEAO ».

L'annonce a été faite par Umaro Mokhtar Sissoco Embaló lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue français, Emmanuel Macron⁷. De nombreux observateurs africains avertis s'interrogent sur la volonté la CEDEAO de rechercher un aval externe pour ce qui relève des questions sécuritaires africaines. Le problème est donc de savoir s'il s'agit en fait d'une demande « sous hypnose » d'Emmanuel Macron ? A ce propos il est utile de s'interroger sur la motivation du choix sémantique : pourquoi « une force anti-putsch » et non pas « une force anti coups-d'Etat militaires ou constitutionnels » ? Le choix ne semble donc pas innocent. En effet, une « force anti-coups-d'Etat » mettrait Emmanuel Macron à porte-à-faux tant au Tchad qu'au Togo et ailleurs en Afrique, notamment en référence à sa position sur le Mali ou sur le Cameroun.

3. CEDEAO ET FRANCE : FORCES ANTI-PUTSCHS OU FORCES ANTI-COUPS D'ETAT MILITAIRES ET/OU CONSTITUTIONNELS

Au demeurant, à supposer que cette force « anti-putsch » de la CEDEAO se mette en place, aura-t-elle le mandat, y compris rétroactif, d'intervenir pour mettre fin aux coups d'Etat constitutionnels dans la sous-région ? Le cas emblématique du Togo mérite à cet effet d'être étudié aux fins de « correction démocratique ». En outre, une force CEDEAO anti-coups d'Etat militaro-constitutionnels, outre la possibilité que cela offre pour une ingérence discrète ou pas de la France, ne fait l'objet d'aucune urgence, encore moins d'une grande préoccupation par les présidents de la CEDEAO ? Sauf peut-être au Mali, qui n'est toujours pas « réintégré » au fonctionnement régulier de la CEDEAO, malgré des sanctions illégales qui ont fait l'objet d'une condamnation officielle, puis finalement levées par les mêmes chefs d'Etat.

Pourtant, Le Président Umaro Mokhtar Sissoco Embaló gagnerait à promouvoir la voie légale pour mettre fin à des coups d'Etat militaires et constitutionnels. En effet, une décision de la Cour de Justice de la CEDEAO constatant l'illégalité et l'anticonstitutionnalité d'un coup de force – militaire ou constitutionnel - suffirait pour donner une base légale et transparente pour l'intervention d'une force militaire de la CEDEAO. Malheureusement, ce n'est pas la voie qui semble avoir été choisie par le Président en exercice de la CEDEAO et le Président français.

A priori cette proposition de « force anti-putsch » de la CEDEAO pourrait paraître saugrenue et à ranger sur l'étagère des gadgets et autres artifices de communication diplomatique si cela n'émanait pas de deux chefs d'Etat. Au motif notamment que ce type d'organisation ne repose que sur une décision unilatérale de « membres » d'un syndicat de chefs d'Etat et qu'elle n'offre aucune possibilité de devenir véritablement opérationnelle en amont dans la mesure où, sur la foi de l'histoire, ceux qui trament les coups d'état n'en ont jamais fait la publicité préalable. Mais il semble utile donc d'en faire une autre lecture en se consacrant sur une force anti-putsch de « prévention » et de « déguerpissement » des auteurs -passés et futurs- de « putsch » à supposer que ces derniers ne correspondent pas à ce qui est « souhaité ou ne sont pas soumis à la ou les puissances – souvent étrangères- qui contrôlent et dominent certaines institutions africaines. Si on n'y prête pas garde, il s'agira pour ceux qui organisent la Post-Françafrique, d'avoir les moyens d'installer au pouvoir en Afrique des dirigeants africains soumis et « dociles » envers leur(s) « bienfaiteur(s) » et autocrates et « violents » envers la partie du Peuple africain qui lutte pour sa liberté, sa souveraineté et ses droits.

Ainsi devant Emmanuel Macron Umaro Mokhtar Sissoco Embaló déclarait : « *Il y a déjà sur la table de la Cédéao un projet de création d'une force anti-putsch qu'on est en train de penser à créer* », affirmant que « *cette entité va permettre à tout le monde de comprendre que nous sommes au 21^e siècle et qu'il est inadmissible et inacceptable de faire des coups d'Etat* ». Et d'ajouter : « *On ne peut penser que pour arriver au sommet de l'Etat,*



c'est un fast track⁸. Il y a des procédures pour être chef d'Etat. Il faut qu'on soit tous républicains. C'est le peuple qui a le droit de sanctionner les dirigeants mais pas avec des coups d'Etat militaires ».

M. Embaló oublie simplement que dans maints pays, lorsque les Peuples sanctionnent effectivement les dirigeants, ces dirigeants se maintiennent au pouvoir *ad vitam aeternam* au moyen de la contre-vérité des urnes, qu'ils ont érigée en institution. Les citoyennes et citoyens togolais qui aspirent à une alternative politique démocratique depuis des décennies sont bien placés pour le savoir. De ce fait, les Peuples africains, et plus largement, les peuples opprimés, n'ont en définitive d'autre choix pour se faire entendre que le recours à la rue sous forme d'insurrection, ou aux militaires, ce qui peut expliquer que certains coups d'Etat sont soutenus par les Peuples africains, n'en déplaise à ceux qui soutiennent sans honte bue, les coups d'Etat constitutionnels comme au demeurant, des coups d'Etat, - non des Putschs- militaires en Afrique et ailleurs.

4. SELON MACRON, L'ARMÉE FRANÇAISE COMPLÈTERA LA FORCE ANTI-PUTSCH DE LA CEDEAO

De son côté, Emmanuel Macron a confirmé son implication dans la mise en place d'une force anti-putsch de la CEDEAO lorsqu'il assène : *« c'est un instrument extrêmement efficace pour lutter contre les déstabilisations qu'on a vues fléchir dans la région où des groupes militaires ont exploité, parfois, l'affaiblissement de l'État pour prendre le pouvoir. Voilà ce qui est attendu de la CEDEAO »*. Et d'ajouter *« c'est un instrument extrêmement efficace pour lutter contre les déstabilisations qu'on a vues fléchir dans la région où des groupes militaires ont exploité, parfois, l'affaiblissement de l'État pour prendre le pouvoir. Voilà ce qui est attendu de la CEDEAO »*. Il précise par ailleurs que l'armée française complètera le dispositif : *« la France continuera son rôle dans la région au service d'État souverains légitimes. Car nous considérons que notre rôle est d'aider à réussir cette bataille contre le terrorisme et à permettre le développement stable et la formation de la jeunesse dans cette partie du continent africain »*.

En fait, la présence d'Emmanuel Macron en Afrique et l'utilisation de son proche ami Umaro Sissoco Embaló⁹ en cette matière, révèle que cette proposition est tout autre chose qu'un simple effet d'annonce. Elle masque à peine la volonté que l'on a déjà pu apercevoir en filigrane en diverses occasions de certains groupes d'influence ou groupes d'Etats, de justifier le déclenchement sans aucun contrôle démocratique d'interventions armées impérialistes ici et là sur le sol africain. La Post-Françafrique serait-elle en ordre de bataille avec des chefs d'Etat africains relais des intérêts françafricains ?

En participant à l'annonce, et en se déclarant partie prenante, Emmanuel Macron ne peut nier son rôle d'influence, voire de commanditaire dans cette création d'une force « anti-putsch ». Il indique, à mots à peine couverts, que l'un des objectifs de cette force anti-putsch CEDEAO-FRANCE, est d'en finir avec l'actuelle fronde souverainiste au Mali. Mais en filigrane, il s'agit bien stopper toutes formes d'émergence d'alternatives politiques pouvant gêner les intérêts de la France et de ses relais africains. A ce titre, il faudra, dans la pratique, ne pas s'étonner si, par des « oublis ou des abus », cette force CEDEAO-France anti-putsch ne voit pas son mandat s'étendre pour neutraliser le Peuple africain souverain, notamment sa jeunesse, sa société civile et sa Diaspora dès lors que la vérité des urnes et la vérité des comptes publics conduiraient mettre en danger les intérêts d'une oligarchie post-françafricaines adeptes de l'impunité, la déstabilisation en Afrique par la promotion de la corruption et l'opium du Peuple que constitue certaines religions importées en Afrique.

Autrement dit la CEDEAO aspirerait-elle à former un nouveau contingent militaire d'intervention rapide, voire d'occupation de pays comme par exemple le Mali au lieu et place de la « force » Barkhane¹⁰ qui se replie au Niger, au Tchad et au Burkina-Faso avec des appendices dans les pays proches de la France, qu'elle ne s'y prendrait pas autrement.



5. LES « VOIES » ET LES « ENJEUX » DE LA PUISSANCE EN AFRIQUE : L'IMPOSSIBLE MIMETISME OCCIDENTAL

Il est aussi intéressant d'observer que dans la même période, le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov a effectué une tournée africaine officielle entre le 24 au 28 juillet 2022 en Égypte, en Ouganda, en Éthiopie et en République du Congo. En réponse, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a également effectué une tournée africaine en Afrique du Sud, en République démocratique du Congo et au Rwanda. Faut-il y voir un partage implicite des zones d'influence, aux Etats-Unis la partie sud, à la France et ses mandats de l'Union européenne la partie Ouest et équatoriale de l'Afrique ? Assurément pas car de nombreux dirigeants africains ont compris comment tirer partie du monde multipolaire où la puissance unilatérale occidentale, américaine et française en Afrique est en mode ralenti. La mise en concurrence des pays disposant d'une puissance semble ouvrir des marges de manœuvre aux dirigeants africains. Mais tous n'en profitent pas pour mettre cette opportunité au service des Peuples africains.

L'histoire diplomatique des puissances occidentales est tellement imprégnée de ces pratiques dont elles ont tant usé et abusé par le passé, qu'elles sont devenues très « prévisibles ». Leurs manœuvres ne contribuent qu'à amoindrir le crédit très relatif que leur accordent les démocrates d'Afrique, dont la confiance à leur égard s'est émoussée au fil du temps et des expériences « malheureuses » aux dépens des Peuples africains, non sans diffuser pour assurer une certaine « stabilité », les lois liberticides ayant pour objectif de neutraliser la volonté des Peuples africains de s'émanciper d'un Occident déstabilisateur. Mais, la prise de conscience africaine et de sa Diaspora se diffuse à la vitesse Grand V. De fait, la géopolitique du 21^e siècle du Peuple africain ne repose absolument pas sur une volonté de puissance mimétique de celle de l'Occident¹¹. Les « voies » de la puissance supposent d'abord :

- une prise de conscience des Africains individuellement et collectivement sur les enjeux de puissance¹² ; puis
- un rejet des dirigeants africains servant de courroie de transmission et de relais aux puissances déstabilisatrices en Afrique ; et enfin,
- un partenariat intelligent avec des puissances non occidentales disposées à laisser l'Afrique disposer de ses ressources pour améliorer le bien-être de son Peuple.

C'est à cette aune que doit être mesurée la proposition de force anti-putsch de M. Umaro Sissoco Embaló, qui ne semble pas émaner des Peuples de la CEDEAO, ni du Peuple français. Elle ne saurait être considérée comme anodine, car renfermant des vellétés de recolonisation de l'Afrique par un maillage décisionnel télécommandé¹³ de l'étranger.

Les dirigeants africains, ceux de la CEDEAO, au lieu de lancer des sanctions illégales contre l'un des leurs, auraient gagné à mener une enquête officielle avec les experts africains panafricains et patriotes pour identifier :

- la source de financement des différentes branches d'Al Qaïda en Afrique et au Sahel en particulier ;
- la provenance des armes, véhicules et instruments logistiques utilisés par les différentes branches d'Al Qaïda en Afrique et au Sahel en particulier ;
- les liens qui unissent les différentes branches d'Al Qaïda en Afrique et au Sahel en particulier dans la répartition des rôles et de la conquête des espaces ; et enfin
- les liens qui unissent les différentes branches d'Al Qaïda en Afrique et au Sahel en particulier et ceux qui fournissent les financements et ceux qui fournissent les armes.

Avec l'expérience tchadienne que soutient Emmanuel Macron, il est suggéré de s'intéresser à des pays comme le Qatar qui pourrait apparaître comme une « base arrière discrète » pour des pays de l'OTAN dont la France en termes d'« achat d'armes » et indirectement de béquilles aux différentes branches d'Al Qaïda en Afrique.



Dans le cas du Togo, la France se contente du statu quo pour voir venir, -le fameux « wait and see » - des anglophones. En réalité, il s'agit de trouver une « solution » au remplacement de Faure Gnassingbé, surtout si ce dernier qui ne résout aucun dossier dans la sous-région, devient lui-même un problème au plan national, et s'il venait à être condamné en justice pour illégalité et anticonstitutionnalité. « Mieux vaut prévenir que guérir » !!!

6. TERRORISME AU TOGO : RÉUNION « UNILATÉRALE », UNION « ALIMENTAIRE »

Pour se refaire une image à l'international, Faure Gnassingbé choisit les opposants politiques avec lesquels il travaille depuis longtemps en catimini, en organisant précipitamment les nouvelles formes d'union alimentaire sans consentement pour trouver, « autocratiquement ensemble » des réponses dites « inclusives » et « nationales » au terrorisme et ses implications au Togo¹⁴, ce quelles que soient les formes des attaques de type djihadiste, mafia crapuleuse, corruption de militaires démobilisés, piraterie maritime, etc.

Le problème est que :

- le terrorisme contre la Constitution togolaise a été oublié ;
- le terrorisme contre les togolais démocrates qui croupissent illégalement en prison a été oublié ;
- le terrorisme contre les partis politiques, les organisations de la société civile et la Diaspora, -tous non-invités- a été oublié ; et
- le terrorisme contre le Peuple togolais, empêché de manifester et d'exprimer son rejet de la gouvernance négative des Gnassingbé et de ses courroies de transmission que sont les militaires-affairistes, les groupes ésotériques en perte d'influence, a été oublié.

Pour fuir l'épreuve de la confrontation directe, Faure Gnassingbé a choisi de déléguer cette réunion d'information de certains acteurs politiques choisis, pour présenter la situation sécuritaire actuelle, les mesures prises pour y faire face, tout en oubliant les bavures contre les populations civiles y compris des enfants, et restées impunies à ce jour. C'est ainsi le 4 août 2022, les partis politiques et membres du gouvernement se sont retrouvés à la Primature sur convocation de Mme Victoire Tomégah-Dogbé, Première Ministre. Il n'a pas été question d'indemniser les victimes directes et collatérales togolaises alors que Faure Gnassingbé et ses agents sont les principaux responsables du terrorisme au Togo, ce du fait de :

- l'incohérence des politiques d'alliance de Faure Gnassingbé avec l'Etat qui a contribué à l'arrivée des terroristes-djihadistes en Afrique suite à l'attaque unilatérale de la coalition occidentale de l'OTAN avec un rôle prépondérant de la France -du Président Nicolas Sarkozy en l'espèce-, en Libye, non sans tuer contre l'avis de l'Union africaine, Mouammar Kadhafi, et déstabiliser le pays et par contrecoup tout le Sahel ; et
- l'incompétence des services de sécurité et de renseignements togolais à contrer les attaques de terroristes qui obtiennent des armes et des financements en provenance paradoxalement d'entités dont le point névralgique se trouve au Qatar et en Arabie Saoudite, courroies de transmission des intérêts occidentaux en Afrique, les pays du Golfe fournissant les financements et les pays occidentaux les armes pour déstabiliser une partie de l'Afrique.

En résultante, cette réunion convoquée unilatéralement par Faure Gnassingbé, avait pour objet de :

- justifier les lois liberticides au Togo ;
- officialiser le rôle des partis politiques alliés et alimentaires ;
- prolonger les dispositions unilatérales et mesures discrétionnaires, sécuritaires, administratives, économiques et sociales prises à l'encontre du Peuple togolais, notamment les organisations de la société civile ; et enfin



- offrir un semblant de « consensus » national sur la mise en œuvre de l'état d'urgence sécuritaire et le plan d'urgence togolais pour tenter de sécuriser officiellement la région des Savanes, mais surtout le domicile de Faure Gnassingbé et ses affidés au Nord.

Qui, au Togo, peut encore croire à une « gouvernance concertée » ou un « énième dialogue » du Gouvernement de Faure Gnassingbé dans la continuité de l'interminable liste des 28 échecs passés ? Personne ! Sauf peut-être celles et ceux des partis politiques choisis, qui ont un intérêt manifeste à ce que cette rencontre se tienne pour pouvoir « récupérer » les indispensables « allocations de subsistance » pour continuer à servir de partis satellites à UNIR et Faure Gnassingbé.

Sur la base d'invitations unilatérales et nominatives à cette réunion d'information, la communication de l'exécutif togolais a choisi de faire croire au Peuple togolais que Faure Gnassingbé et son gouvernement, sur le dossier du terrorisme, bénéficie du soutien de certains responsables de partis politiques non contestataires sur le fond de la politique de Faure Gnassingbé. Cette approche de la convocation individuelle de certains responsables politiques togolais triés sur le volet pour leur appartenance au cercle élargi du système Gnassingbé est une forme de fragilité de Faure Gnassingbé, qui a préféré botter en touche, en laissant la primature traiter un dossier qui relève pourtant de celui qui est le « chef des armées et des militaires » au Togo comme rappelé précédemment...

Aussi, il n'est pas intéressant de citer les responsables de partis politiques qui se sont empressés d'aller « émarger » pour prolonger leur survie politique et servir de béquilles et de relais de communication pour un pouvoir qui frappe et met en prison les dignes filles et fils du Togo. Il est donc impensable que ces représentants de partis politiques alimentaires puissent convaincre le Peuple togolais, lors de missions de sensibilisation en leur sein et à l'intérieur du pays, en demandant à leur « partisans respectifs » et indirectement au Peuple togolais, d'aider le gouvernement de Faure Gnassingbé qui réprime illégalement et unilatéralement ce même Peuple.

Et chose prévisible, le Gouvernement n'aura pas trainé pour se livrer à la récupération politique, vantant les mérites d'une gouvernance concertée et la promotion du dialogue, alors que dans la même période - probablement au titre de la promotion du dialogue -, le Préfet du Golfe a interdit le 31 juillet une manifestation du parti ANC (Alliance nationale pour le Changement) à Agoè-Nyive, après avoir interdit ces derniers mois, plusieurs manifestations de la DMK (Dynamique Monseigneur Kpodzro) ou du PNP (Parti National Panafricain). Dans le même temps le parti UNIR, en divers points du territoire du Togo, tient des réunions publiques qui ne semblent pas poser de problèmes d'interdiction, et donc d'autorisation. Ainsi après la Covid, c'est désormais le terrorisme qui sert de paravent au pouvoir pour réduire les vellétés de contestation de sa gouvernance politique, économique et sociale. Toutes ces interdictions servent de justification au recul des libertés publiques, déjà réduites à la portion congrue de longue date au Togo. Mais où sont-ils les pays Occidentaux donneurs de leçon sur la démocratie ?

7. RESPONSABILITÉS : LES ETATS-UNIS NE PEUVENT PAS NE PAS SAVOIR D'OU VIENNENT L'ARGENT ET LES ARMES DES TERRORISTES-DJIHADISTES

Entre la France d'Emmanuel Macron et les Etats-Unis d'Anthony Blinken, le cas du Togo ne semble pas mériter une attention particulière. Pourtant, le secrétaire d'Etat américain a rappelé le 8 août 2022 dans un discours à l'Université de Pretoria en Afrique du Sud¹⁵ que « *Les États-Unis ne dicteront pas les choix de l'Afrique et personne d'autre ne devrait le faire* » ... « *Le droit de faire ces choix appartient aux Africains seuls* » ... « *Trop souvent, les nations africaines ont été traitées comme des instruments du progrès des autres nations, plutôt que comme les auteurs de leur propre progrès* » ... « *La mauvaise gouvernance, l'exclusion et la corruption inhérentes aux démocraties faibles les rendent plus vulnérables aux mouvements extrémistes, ainsi qu'aux ingérences*



étrangères ». Le problème est que le Togo n'est pas une démocratie faible. Il s'agit d'une autocratie qui a falsifié la vérité des urnes et la vérité des comptes publics.

Une telle erreur d'analyse de la part des Etats-Unis pose le problème de la sous-traitance du Togo à la France en termes d'influence géostratégique, et surtout la difficulté de croire les Etats-Unis qui souhaite maintenant un « partenariat renforcé avec l'Afrique » alors que les Etats-Unis sous Donald Trump n'était qu'un espace d'approvisionnement en matières premières avec une priorité seconde laissant l'espace grand ouvert au renforcement de l'autocratie fondée sur de coups d'Etat constitutionnels. Aussi, la responsabilité des Etats-Unis dans le cas du Togo est grande, surtout si l'on rappelle la trahison de l'ambassadrice des Etats-Unis envers le premier président togolais assassiné, Dr. Sylvanus Olympio en 1963, ce dans l'enceinte de l'ambassade. Les successions de paroles « re-dynamisantes » de la coopération entre les Etats-Unis et le Togo depuis 2005 a renforcé la conviction de Faure Gnassingbé et ses militaires que les Etats-Unis légitiment les faits, notamment la contre-vérité des urnes, ce à plusieurs reprises, ainsi que les lois liberticides et la corruption.

Les Etats-Unis se contentent, de temps à autre, de rappeler des principes et des valeurs sans que cela n'ait de portée sur le terrain. A ce jeu et dans les mois à venir, c'est la crédibilité même du Président Joe Biden qui risque d'être remis en cause tant auprès des forces togolaises alternatives et non alimentaires, tant auprès de certains partis politiques, certaines organisations de la société civile et de la Diaspora qui ne peuvent être classés comme des entités alimentaires et dépendantes directement ou indirectement du pouvoir de Faure Gnassingbé.

En gardant à l'esprit la réalité de ce contexte socio-politique, il est permis d'observer que les attaques terroristes, en constante montée en puissance au Togo, sont l'œuvre de terroristes dont les ramifications remontent au Mali et au Qatar, et vraisemblablement à une certaine France, ce qui ne peut exclure les Etats-Unis, tous membres de l'OTAN. Les attaques au Togo se sont faites récurrentes depuis que les autorités maliennes ont décidé, en toute indépendance, de mettre fin à la présence française au Mali. Faure Gnassingbé servirait-il aussi de « médiateur désigné » par la France pour agir au Mali, ce en épousant ou pas la casquette de la CEDEAO ?

Il est permis d'y croire, ce d'autant que les Etats-Unis, comme au demeurant la France, ne peuvent pas ne pas savoir d'où viennent l'argent et les armes des terroristes-djihadistes, dissidents ou pas, sévissant dans le Sahel et maintenant dans le Golfe de Guinée !

8. RÉUNION OU CONVOCATION UNILATÉRALE DE DIRIGEANTS POLITIQUES DE PARTIS POLITIQUES CHOISIS

La question du terrorisme au Togo n'a fait l'objet d'aucune concertation avec l'ensemble de l'opposition togolaise par le passé. Aussi, c'est bien l'échec et les bavures répétées de la gouvernance sécuritaire de Faure Gnassingbé, et accessoirement, le fameux « oubli » d'Emmanuel Macron de faire escale au Togo, qui ont conduit à la convocation unilatérale de dirigeants politiques de partis politiques sélectionnés par Faure Gnassingbé.

Faut-il rappeler que les prises de position officielle de partis politiques togolais sur le terrorisme au Togo étaient assez rares et discrètes avant cette convocation officielle du gouvernement togolais. Cette convocation unilatérale a donc eu comme effet de voir certains responsables des partis politiques servir de relais de communication du Gouvernement. En effet, subitement sans que l'on ne connaisse les contreparties véritables, certains responsables de partis politiques se sont mis à dénoncer le terrorisme au Togo, sans d'ailleurs fournir des informations fiables et des solutions. Certains partis politiques, satellites, qu'ils soient ou pas de l'opposition togolaise, seraient-ils devenus une caisse de résonance du gouvernement togolais ? Nombreux sont les Togolaises et Togolais qui en prennent désormais conscience et augmentent leur vigilance, surtout lorsque leurs esprits et leur mémoire sont inondés de souvenirs peu éloignés dans le temps - quand ils ne constituent pas l'actualité du présent -, qui remémorent les brutalités, les abus de droit, les incarcérations, la promotion de l'impunité, l'illégalité de ce même gouvernement de Faure Gnassingbé.



S'il ne faut pas nier d'une part, l'existence de la crise sanitaire de la pandémie du Coronavirus et le racket financier du Gouvernement avec le paiement exorbitant des tests PCR et, d'autre part, le défi et les menaces du terrorisme-djihadiste et mafieux entretenu depuis le Qatar avec en filigrane les pays fournisseurs d'armes dont certains pays de l'OTAN y compris la France, il ne saurait être question de mettre à profit la crise actuelle, pour faire oublier les responsabilités de chacun. Oublier par exemple que c'est le Gouvernement de Faure Gnassingbé, de par son opportunisme et son appât du gain facile, qui a mis à profit la situation pour tirer parti de l'exploitation des crises, sanitaire (COVID-19) et terrorisme wahhabite (Djihadistes), pour restreindre les libertés en général, liberté de circulation, liberté de rassemblement, inscrites dans la Constitution togolaise en particulier. Ce règlement de comptes en bonne et due forme contre le Peuple togolais n'exclut pas les pressions et les agressions contre les médias indépendants, encore moins celles contre les journalistes indépendants.

En réalité, il n'y a pas de raisons valables pour que des groupes terroristes soient motivés pour opérer au Togo. La population togolaise n'a aucun conflit connu avec des entités extérieures. Il s'agit donc bien du soutien ou de l'alignement de Faure Gnassingbé vis-à-vis de la France d'Emmanuel Macron qui pose problème. Mais, le rôle de militaires togolais qui seraient impliqués dans des trafics de minerais extraits des mines relevant de l'économie « informelle », situées au nord du Togo ou du Burkina-Faso, mais qui seraient détenues par des courroies de transmission d'Al Qaïda sur le territoire du Burkina-Faso et ailleurs, est également une question sur laquelle il convient d'investiguer plus en profondeur. Néanmoins, la population togolaise ne devrait pas, une fois de plus, être victime des résultats d'actions unilatérales du gouvernement togolais dans des médiations où Faure Gnassingbé et certains de ses agents militaires-affairistes apparaissent comme ayant des conflits d'intérêts. Par ailleurs, des témoignages et informations concordants, mais difficiles à vérifier sur le terrain évoquent la possibilité que des militaires togolais auraient réquisitionné des mines au Burkina-Faso et que les terroristes (djihadistes ou mafieux) qui les exploitaient de manière informelle avant l'arrivée des militaires togolais, pourraient avoir des vellétés de vengeance... Cela pourrait expliquer le fait que les attaques sur le territoire togolais visent en priorité les militaires ou corps habillés au Togo.... Les populations apparaissent souvent comme des victimes collatérales, et sont parfois épargnées lors des raids frontaliers comme cela a été constaté lors de l'une des attaques au Nord du Togo¹⁶.

9. EVITER DE STIGMATISER LES POPULATIONS MUSULMANES TOGOLAISES, TOUTES PACIFIQUES

De plus, les prises de position à géométrie variable de Faure Gnassingbé et de son vibrant ministre des affaires étrangères, contribuent à étendre un épais brouillard quant au fond de la diplomatie togolaise, qui rend difficile, voire incompréhensible, la lisibilité de la position togolaise qui soutient d'abord les membres ésotériques de son réseau franc-africain, que ce soit en Afrique ou à l'international.

En réalité, il est utile de rappeler que Faure Gnassingbé a déjà tenté à maintes reprises de coller le mot de terrorisme « djihadiste » à certains musulmans pacifiques du Togo. À ce sujet précisément, qui ne se souvient au Togo, des assertions mensongères et des accusations de cette nature proférées par Faure et ses ministres après qu'eut éclaté l'insurrection du 19 août 2017 à l'initiative du Parti National Panafricain (PNP), qui s'étendit à tout le Togo comme une trainée de poudre. Il s'agit précisément de Tikpi Atchadam et par extension des peuples togolais de langue Kotokoli (centre du Togo). Alors, attention à l'association des concepts « djihadiste » et « terrorisme » dans le contexte togolais, surtout que dans les traductions dans les langues locales, la confusion est totale, ce sur quoi jouent sans états d'âme, Faure Gnassingbé et ses relais de communication affidés. Le « Djihad » signifie guerre sainte, et par extension une guerre civilisationnelle entre l'Islam et l'Occident ou les « courroies de transmission » de l'Occident en Afrique. S'il n'y a pas à proprement parler de « guerre sainte » au Togo septentrional où les communautés musulmanes sont majoritaires, il y a de la part des terroristes venant de l'étranger qui font des incursions sanglantes au Togo une volonté de cibler le pouvoir de Faure Gnassingbé et ses militaires affairistes.



Aussi, le Peuple togolais devrait éviter la confusion entre les musulmans tous pacifistes au Togo, y compris le Parti national panafricain (PNP) de Tikpi Atchadam d'une part, et d'autre part, le terrorisme mafieux et le terrorisme-djihadiste. Les deux dernières formes de terrorisme reçoivent des soutiens en armes des pays occidentaux via de riches entités du Qatar et d'Arabie Saoudite qui promeuvent le wahhabisme et indirectement le djihadisme en Afrique. Cette confusion fâcheuse qu'entretiennent Faure Gnassingbé et le gouvernement togolais et dont ils se délectent, ne peut produire que l'effet contraire à celui recherché, à savoir contribuer à la division et non à l'union du Peuple togolais. Toutefois, dans un contexte trouble et volontairement entretenu pour empêcher de pouvoir démêler le vrai du faux, des voix s'élèvent notamment parmi les populations de la région des Savanes (nord du Togo), pour affirmer que le terrorisme serait le fait de certains militaires togolais eux-mêmes.

Il s'agit en réalité pour le Gouvernement togolais actuel, de stigmatiser les populations musulmanes togolaises, pour qu'elles soutiennent Faure Gnassingbé et rejettent les partis d'opposition tels que le PNP. Il suffit de rappeler la multitude d'actes de violences illégaux dont sont victimes de nombreux militants du PNP depuis 2017 et par extension les populations de Sokodé, Bassar, Tchamba et plus généralement de la région, qui ont été abusivement persécutés et dont certains continuent de croupir en prison sans procès, avec comme qualification juridique et sans la moindre preuve, le fait d'être désignés comme des terroristes par le pouvoir Gnassingbé. Aucun prisonnier politique n'a été libéré alors qu'elles et ils sont nombreux à souffrir de tortures, de problèmes aigus de santé et bien sûr d'abus de droit et de pouvoir. Faure Gnassingbé ne serait-il qu'un être inhumain ? De nombreux togolaises qui se sont laissés abuser par ses fréquents voyages au Vatican pour voir le Pape politique et procéder à ses contributions financières, ont finalement pris conscience de la supercherie.

10. CONCERTATION SUR LE TERRORISME OU COMMENT AMELIORER L'IMAGE DE FAURE GNASSINGBE

Face aux multiples attaques qui ont frappé le nord du Togo ces derniers mois, Faure Gnassingbé cherche à faire taire toute opposition et tente d'organiser une sorte de « front commun » face à la menace grandissante contre les représentations sécuritaires du Gouvernement, et donc à terme contre lui-même.

La convocation de certains représentants politiques avait officiellement pour objet d'informer sur la situation sécuritaire au Togo et de recueillir les idées et suggestions pour une « synergie » d'action. Le but recherché étant de faire la démonstration que face au terrorisme, le pouvoir et une certaine opposition « alimentaire » s'unissent pour défendre le Togo contre l'ennemi commun : les terroristes, qu'ils soient des djihadistes ou des mafieux à la solde de puissances étrangères. De fait, les invitations nominatives du Gouvernement togolais avaient pour objet de transformer ce cadre de concertation en une tribune pour l'« amélioration » de l'image de Faure Gnassingbé.

Il va de soi que la communication de l'exécutif togolais va éviter de préciser les conditions financières qui ont permis de « déplacer » sans conviction l'ensemble des participants qui étaient censés « échanger » sur des « solutions » contre le terrorisme. Toutefois, selon les informations émanant des comptes-rendus de la rencontre effectués par la presse du Togo, force est de constater l'absence des organisations de la société civile et de la Diaspora et entre autres, l'absence des responsables suivants de certains partis politiques¹⁷ :

- Jean-Pierre Fabre et son parti l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) ;
- Dr. Agbéyomé Kodjo et de son parti (MPDD) ;
- Tikpi Atchadam et son Parti National Panafricain (PNP) ;
- Nathanaël Olympio et son parti, le Parti des Togolais (PDT) ; et
- Nicodème Habia et son Parti Les Démocrates (PLD) ; et
- M^e Dodji Paul Apévon et son Parti Forces Démocratiques pour la République (FDR) ;
- Thomas Ntsoukpoe et son Parti Bloc d'Action pour le Changement (BAC), etc.¹⁸



11. RÉUNION-CONVOCATION À LA PRIMATURE : MANQUE DE TRANSPARENCE ET REFUS DE RENDRE COMPTE AU PEUPLE TOGOLAIS

Hormis quelques effets d'annonce, huit jours après la rencontre, le site officiel de la Primature du Togo, n'a toujours pas publié la liste complète des 26 partis politiques et de leurs membres qui selon la presse togolaise ont participé à la rencontre¹⁹ ; encore moins la teneur des débats ou les propositions faites par les participants. Si aux dires des communicants du gouvernement la rencontre fut un tel succès pourquoi tant de discrétion sur l'identité des participants, des partis et la teneur de leurs propositions ?

Mais en examinant le compte-rendu livré par la Primature, on mesure immédiatement les limites très étriquées de l'Union sacrée face au terrorisme telle que souhaitée par Faure Gnassingbé. Au lieu de relater les propositions faites par les uns ou les autres, le lecteur doit se contenter des propos toujours lénifiants tenus par le ministre Christian Trimua en charge de Droits de l'homme, porte-parole du gouvernement : « *Les échanges avec les partis politiques nous ont également permis d'avoir leurs regards sur le phénomène, leurs propositions pour compléter les actions que le gouvernement a déjà commencé à mettre en œuvre et partager les réflexions sur la nécessité pour tous les acteurs politiques d'être unis et de faire un front commun face à l'agression inacceptable dont notre pays est victime. Tous les partis politiques togolais sont d'accord aujourd'hui d'agir d'un commun accord pour repousser l'agresseur hors des frontières du Togo et de faire en sorte qu'ils ne rentrent pas sur notre territoire national et que nos populations soient véritablement protégées* ».

Et ceux tout aussi retors du Secrétaire exécutif du parti Unir M. Atcholi Aklesso : « *Nous saluons cette initiative du chef de l'État qui est un appel de la patrie. Une invite à un sursaut de patriotisme à se mettre ensemble parce que nous ne sommes pas à l'heure où les considérations politiques devraient prendre le dessus sur les intérêts nationaux. Nous devons nous retrouver dans une sorte de pacte patriotique afin de pouvoir mener ce combat et enrayer ce phénomène. À une guerre asymétrique, il faut des réponses asymétriques. Nous rendons hommage aux militaires pour le travail qui est fait sur le terrain* ».

On mesure mieux ce que signifie dans la bouche de M. Aklesso, « *un sursaut de patriotisme à se mettre ensemble parce que nous ne sommes pas à l'heure où les considérations politiques devraient prendre le dessus sur les intérêts nationaux.* » quand on sait que dans cette période, les réunions de l'ANC du PNP ou de la DMK sont interdites pendant que les représentants du parti UNIR battent les estrades sur l'ensemble du territoire sans être le moins du monde inquiétés.

Nous nous garderons de faire injure à toutes les personnalités politiques qui, hormis le Gouvernement et le parti UNIR, ont participé à la rencontre et ont probablement émis des avis ou fait des propositions, en disant que celles-ci étaient inconsistantes, dénuées d'intérêt, au pire inappropriées, au point que la première ministre n'a pas jugé utile de les porter à la connaissance du public. La lutte contre le terrorisme est un sujet trop sérieux pour s'abandonner à la dérision. Toutefois, rien n'empêchait chacun des personnalités représentants ou pas un parti politique de publier ses apports. Il s'agit de faire honneur à la transparence et de rendre compte au Peuple togolais.

Il serait toutefois opportun, au nom des principes de droiture de d'honnêteté, que ceux-là se rendent à l'évidence et tirent des enseignements à titre personnel, sur le rôle que le gouvernement tente de leur faire jouer. Alors même que tout semble indiquer jusqu'ici, qu'en matière de terrorisme Faure Gnassingbé et son Gouvernement naviguent à vue au milieu des écueils.

Quoi qu'il en soit, c'est à ces petits détails près, pour peu que l'on se donne la peine de les décortiquer et de les analyser, que l'on mesure encore une fois le caractère unilatéral de toutes les actions de ce Gouvernement, toutes exclusivement destinées à lui permettre d'en tirer un avantage.



Faut-il rappeler que Faure Gnassingbé, au nom de la recherche de sa propre sécurité et celle de ses proches collaborateurs, a acheté pour près de 13 millions de FCFA des informations sur les personnalités politiques togolaises et les citoyens togolais avec le logiciel Pegasus²⁰. Aucune condamnation n'est venue stopper et encore moins la sanctionner judiciairement, cette pratique qui semble continuer sous d'autres formes et avec d'autres partenaires.

12. FRONT COMMUN POLITIQUE DES PARTIS ALIMENTAIRES : UNE MASCARADE POUR ÉLARGIR L'INFLUENCE DU PARTI PRÉSIDENTIEL « UNIR » ?

Aussi, il faut nécessairement mettre en valeur les objectifs officiels et non avoués de l'exécutif togolais pour mieux saisir la portée stratégique de cette convocation des « alliés » implicites du pouvoir Gnassingbé. S'agit-il d'un premier ballon d'essai pour permettre un rapprochement entre certaines oppositions « molles » et le système Gnassingbé pour mieux préparer une future conférence devant permettre d'évoluer vers une proposition de gouvernement d'ouverture ou gouvernement d'unité nationale ? S'agit-il pour le Président français de promouvoir, voire de plaider pour une forme d'intégration des oppositions en Afrique afin de faciliter son soutien à des régimes autocratiques ?

Cette convocation de certains responsables politiques togolais, est-elle une réponse aux critiques selon lesquelles le rôle de « médiateur » de Faure Gnassingbé entre le Mali et la Côte d'Ivoire, alors qu'il réprime très durement ses opposants et la société civile au Togo, ne serait qu'un moyen d'assurer une présence indirecte de la France dans le contact avec les autorités maliennes ? En constatant la mission que Faure Gnassingbé a envoyé au Tchad, faut-il en déduire une sorte de fuite en avant pour s'octroyer un rôle sans qu'on l'ait préalablement sollicité, tout en sachant que les réunions des représentations du pouvoir et de l'opposition tchadienne au Qatar sont encadrées par une France officiellement invisible ?

Ce rôle de « médiateur » que recherche Faure Gnassingbé auprès de la France ne peut reposer durablement sur des résultats mitigés ou non-probants à ce jour, à mettre à l'actif de celui qui apparaît toujours comme un président illégal et anticonstitutionnel du Togo. Il ressort que les manipulations de Faure Gnassingbé envers le Peuple togolais, et le clientélisme d'une certaine opposition togolaise alimentaire ne pourront pas permettre de fédérer toutes les forces pour mener à bien la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent au Nord du Togo.

La réalité est que les représentants des partis satellites de Faure Gnassingbé et les représentants de l'opposition togolaise alimentaires, ne sont pas en réalité des menaces pour le pouvoir Gnassingbé. La vraie menace qui guette le pouvoir Gnassingbé est bel et bien la réaction, imprévisible, d'une population de plus en plus conscientisée.

La convocation unilatérale pour échanger sur le terrorisme au Togo apparaît de fait comme une vraie mascarade. Le système et le régime des Gnassingbé a peur de la réaction du Peuple togolais, à l'image de l'insurrection d'août 2017. C'est donc plus dans une forme d'anticipation motivée par l'objectif d'une tentative de neutralisation de la réaction de la population, que Faure Gnassingbé tente d'utiliser les responsables politiques qui ont cru utile de répondre présent à cette rencontre, comme des éclaireurs devant contribuer à préserver le *statu quo*. Et ainsi de contenir l'expression des colères jusqu'à présent rentrées, d'empêcher le Peuple togolais frustré de réagir violemment face à la perte de pouvoir d'achat, les atteintes aux libertés et aux droits humains élémentaires, et surtout face à son incapacité d'offrir une espérance d'une vie meilleure tant pour les citoyennes et les citoyens vivant à l'intérieur comme à l'extérieur du Togo.



13. ECHEC DE LA MEDIATION DE FAURE GNASSINGBE, LUI-MÊME DEVANT LE PRINCIPAL PROBLEME DU TOGO

La réunion sur le thème de l'insécurité au Nord du Togo révèle en fait l'échec de la médiation de Faure Gnassingbé au Togo. Il a été :

- capable de trouver un consensus national avec seulement quelques personnalités des partis politiques qui apparaissent de plus en plus comme des partis satellites ou légitimateurs du parti du président togolais ; et
- incapable de faire le bilan de ses échecs de gouvernance sécuritaire, de changer de ministre en charge de la sécurité des Togolaises et Togolais ; et surtout d'organiser une véritable table-ronde où toutes les composantes du Togo seraient représentées et seraient libres de s'exprimer devant lui et lui seul, d'exposer leur vision des problèmes du Togo et de faire des propositions de sortie de crise.

En fait, en prenant cette initiative, Faure Gnassingbé a contribué à confirmer aux Togolaises et Togolais, que le principal problème du Togo c'est : Faure Gnassingbé !

Il ne faut donc pas s'étonner de la perte de légitimité de Faure Gnassingbé auprès du Peuple togolais, et plus particulièrement, au sein de ses propres soutiens. Mais nul n'ose broncher !

En outre, les réseaux sociaux s'interrogent sur les bavures des forces armées togolaises au Nord du Togo au point de ne pas comprendre comment on peut faire confiance à un médiateur qui se conduit lui-même comme un terroriste à l'égard de la grande majorité du Peuple togolais. Aussi, il n'est pas étonnant de lire ceci dans les réseaux sociaux : « *Au Togo, plus terroriste que les Gnassingbé, tu meurs !* ». Une vérité d'évidence que doit méditer le pouvoir en place, car la réaction boomerang du Peuple togolais pourrait ne plus prendre les voies du pacifisme et de la vérité des urnes.

Pour les dirigeants africains, la visite d'Emmanuel Macron en Afrique est un constat d'échec en termes d'influence et même de crédibilité. La France n'est plus le meilleur gage de la stabilité de leur régime²¹. Dans cette logique, le régime togolais cherche à trouver une nouvelle base de légitimité élargie avec des partis satellites ou des partis alimentaires...

En fait, Faure Gnassingbé cherche à reconstruire et perpétuer son régime en tentant d'élargir son système illégal par une forme de légitimité provenant des partis satellites alimentaires, ce qui pourrait, croit-il, l'aider dans son rôle de médiateur. Assurément, il n'est pas un médiateur qui pourra assurer l'unité du Peuple togolais, encore moins de tous les exilés togolais et plus globalement de la Diaspora togolaise qui sont privés de leur droit élémentaire de vivre dans leur pays et d'y prospérer alors qu'elles et ils sont souvent encore considérés comme des « migrants » et des citoyens de « seconde zone » à l'étranger...

14. LA GEOMETRIE VARIABLE DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE RENFORCE LA CONTRE-VERITE DES URNES

Lorsqu'en visite sur le sol camerounais le 26 juillet 2022, Emmanuel Macron affirme en parlant de la guerre de l'OTAN en Ukraine : « *Je vois trop souvent de l'hypocrisie, en particulier sur le continent africain (...) à ne pas savoir qualifier une guerre, parce qu'il y a des pressions diplomatiques, je ne suis pas dupe²²* », il pose le problème d'un manque de clairvoyance stratégique et de de cécité historique sur le rôle contre-productif de certains dirigeants français en Afrique, et plus particulièrement au Cameroun.

Le Président français n'arrive pas encore à prendre conscience de la place de la France dans un monde d'influence multipolaire dans lequel le soutien imposé de certains pays africains à la France va graduellement prendre fin. Il ne sent pas battre le pouls du mouvement d'éveil des consciences des peuples qui conduit progressivement à l'éviction, pacifique ou combative selon les circonstances, des dirigeants africains qui servent de courroie de



transmission et de support logistique à l'usurpation et au pillage des richesses africaines par certaines puissances membres de l'OTAN.

En réalité, Emmanuel Macron refuse obstinément de voir la réalité politique de l'Afrique en face. Il a contribué par sa gouvernance en Afrique et à l'international à la perte de son aura, de sa crédibilité nationale et de sa légitimité internationale... Le problème est que les effets seront décalés dans le temps.

Les tergiversations d'Emmanuel Macron et sa diplomatie à géométrie variable ne sont pas sans conséquences sur la situation politique du Togo. Cela renforce la contre-vérité des urnes et la contre-vérité des comptes publics au Togo.

15. RECOMMANDATIONS DE RCDTI ET CVU-TOGO-DIASPORA : EN FINIR AVEC LA MANIPULATION DES CONSCIENCES DES PEUPLES

RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA demandent au Peuple togolais de prendre conscience du jeu trouble de Faure Gnassingbé et ses affidés pour se perpétuer au pouvoir de manière illégale et illégitime. Il s'agit pour le système Gnassingbé de :

- 1.1 tenter d'agrandir son cercle de soutiens et s'assurer de l'appui des dirigeants des partis satellites en choisissant celles et ceux qui doivent venir et celles et ceux qui ne doivent pas participer à cette convocation pour informer sur le terrorisme au Togo ;
- 1.2 de transformer certains partis politiques togolais en des partis politiques alimentaires, non-réguliers au gré des circonstances, sous la forme de caisses de résonance, de service après-vente au moyen de la sensibilisation de la population, non sans fournir des moyens financiers conséquents pour faciliter cette logistique du clientélisme. De fait, être un opposant alimentaire au Togo devient un business rémunérateur, qui force celles et ceux qui jouent ce jeu de s'affranchir des valeurs de la Maât notamment la justice, la vérité et l'égalité des citoyens devant la loi ;
- 1.3 de croire qu'en œuvrant de la sorte, le système Gnassingbé pourra recouvrer une forme de « légitimation nationale comme internationale » en espérant un effet de levier sur le rôle actuel de médiateur, sans résultats, de Faure Gnassingbé ;
- 1.4 d'exclure les organisations de la société civile togolaise, la Diaspora togolaise, les principaux partis politiques d'opposition qui ont eu la clairvoyance et le courage de ne pas tomber dans le piège et de résister à l'instrumentalisation de l'achat de conscience comme mode de recrutement des responsables politiques au Togo et dans la Diaspora. Enfin plus généralement des partis et associations non gouvernementales satellites.

Lutter contre le terrorisme est déjà une tâche ardue pour un gouvernement démocratique, mais elle ne peut réussir avec un président de la République illégitime, anticonstitutionnel et son gouvernement, travaillant pour des intérêts étrangers et profondément contradictoires avec les intérêts du Peuple togolais. Au contraire, cette situation agit comme un ferment complémentaire qui permet au terrorisme de lever et de prospérer. Le peuple togolais doit d'abord constater et faire constater par les moyens *ad hoc* l'illégalité du pouvoir de Faure Gnassingbé. Il doit aussi s'employer à convaincre la communauté internationale et africaine d'arrêter de soutenir le régime Gnassingbé, ne serait-ce que pour faire diminuer l'immigration togolaise dans les pays d'accueil concernés à l'international.

Le terrorisme ne peut et ne doit pas être instrumentalisé pour garder le pouvoir. Faure Gnassingbé et sa gouvernance anti-démocratique ne sont pas un gage de sécurité mais un gage d'insécurité pour le Peuple togolais. Personne ne doit tomber dans le piège qui consisterait à soutenir une structure « anti-putsch » qui ne renforcera que les chefs d'Etat qui servent d'abord leurs intérêts personnels ainsi que les intérêts étrangers. Le



**RESEAU DE LA COORDINATION DE LA
DIASPORA TOGOLAISE INDEPENDANTE
(RCDTI)**

**COLLECTIF POUR LA VERITE DES URNES
TOGO-DIASPORA
(CVU-TOGO-DIASPORA)**



nouveau dispositif militaire français qui confond discrétion et délégation à des courroies de transmission en Afrique, pose problème. Si cela doit se faire aux dépens des peuples africains, la soutenabilité et même la pérennisation d'un tel système ne seront pas possibles avec des Peuples africains conscients. Emmanuel Macron devra revoir sa définition du mot « partenariat », si possible gagnant-gagnant.

Les pays africains n'ont pas besoin d'une force militaire au service d'autocrates. C'est du respect des institutions et de leur fonctionnement démocratique dont ont besoin les pays africains. C'est dans le respect de ces principes fondamentaux que se trouve la seule garantie contre les coups d'état qu'ils soient de nature anticonstitutionnelle ou militaires. C'est aussi la force de la mobilisation populaire qui est déterminante. Les coups d'Etat militaires et les putschs ne sont que les conséquences des coups d'Etat anticonstitutionnels, promouvant de manière illégale des chefs d'Etat illégaux et illégitimes au sommet des Etats. Les autocrates et les dictateurs africains ne sont en danger que lorsque le Peuple africain prend conscience qu'il a été manipulé et qu'il est spolié de ses droits élémentaires et de sa richesse collective.

Alors, la prise de conscience ne peut que précéder le rétablissement du cours normal de la gouvernance du Peuple africain par des représentants issus de ses rangs et non des anges des clubs ésotériques, étrangers et africains.

Le 15 août 2022.

La Direction du :

Réseau de Coordination de la Diaspora Togolaise Indépendante (RCDTI) et du Collectif pour la Vérité des Urnes-Diaspora Togo (CVU-TOGO-DIASPORA) en partenariat avec toutes personnalités ou structures de la société civile indépendantes.

SIGNATAIRES : RCDTI, CVU-TOGO-DIASPORA, PARTENAIRES ET SYMPATHISANTS :

1. Yves Ekoué AMAÏZO, Dr.
2. Jean-Pierre Akoété BALIKPO
3. Ernesto D'ALMEIDA, Dr.
4. Mathieu D'ALMEIDA
5. Koffi DEKU, Ing.
6. François FABREGAT
7. Geneviève MOUTON
8. Antoine RANDOLPH, Dr.

Contact et Coordination : info@cvu-togo-diaspora.org et rcdti@cvu-togo-diaspora.org

Note : Toutes les personnalités ou associations qui souhaitent être signataires des textes de RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA peuvent le faire en écrivant par courrier électronique à l'adresse ci-dessous. Ils ou elles auront l'occasion de participer à l'une ou l'autre des téléconférences fondant notre démocratie participative et proposer des solutions dans le cadre du projet de société commun pour l'avenir du Togo en vue d'une transition.

© RCDTI & CVU-TOGO-DIASPORA

Réseau de Coordination de la Diaspora Togolaise Indépendante (RCDTI) -----



Collectif pour la Vérité des Urnes-Diaspora Togo (CVU-TOGO-DIASPORA) -----



info@cvu-togo-diaspora.org



Mots-clés : Accord Politique Global - Autocratie – Anthony Blinken - CVU-TOGO-DIASPORA - Démocratie - Dialogue Inter-Togolais - Diaspora – Emmanuel Macron - Etats-Unis - Exclusion des opposants togolais - Faure Gnassingbé – France – Géopolitique - Médiation - Militaires - RCDTI - Société civile - Togo -Victimes du système Gnassingbé

¹ CENI-Togo (1986). « Dialogue inter-Togolais : Accord Politique Global ». In *ceni-tg.org*. 20 août 1986. Texte de l'Accord Politique Global révélé par la Télévision togolaise (TVT). Accédé le 11 août 2022. Voir https://www.ceni-tg.org/wp-content/uploads/2013/05/Accord_politique_global_200806.pdf

² RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA ont offert de coordonner la version préliminaire du projet de société commun et n'a reçu, à ce jour, que des fins de non-recevoir des partis politiques dits d'opposition. La notion d'opposition au Togo doit être questionnée.

³ Mouko, A. et Djenoukpo, S. (2022). « Quels sont les enjeux de la tournée d'Emmanuel Macron en Afrique ? ». BBC Afrique In www.bbc.com/afrique. 25 juillet 2022. Accédé le 9 août 2022. Voir <https://www.bbc.com/afrique/articles/c0wnnk5v5po> ; Emmanuel Macron était successivement au Cameroun, au Bénin et en Guinée Bissau pour tenter, sous le couvert du protectionnisme contre le terrorisme, de contrer l'influence russe, prendre position avant les Etats-Unis, tenter d'influencer la présidence tournante de la CEDEAO et surtout donner des gages à tous ceux qui, seraient tenter de quitter l'espace d'influence Françafrique.

⁴ TogoScoop (2019). « Togo : deux faussaires Robert Dussey, Komlan Kokoroko suspendus du CAMES [Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur] pour plagiat et pour faux et usage de faux ». In *www.togoscoop.info*. 29 juin 2019. Accédé le 8 juillet 2022. Voir <https://www.togoscoop.info/2019/06/togo-deux-faussaires-robert-dussey.html>

⁵ TogoPresse (2021). « Togo/Qatar : De nouvelles pistes pour intensifier les relations de coopération entre les deux pays ». In *togopresse.tg*. 24 février 2021. Accédé le 8 août 2022. Voir <https://togopresse.tg/le-ministre-des-affaires-etrangees-robert-dussey-a-une-seance-de-travail-avec-son-homologue-qatari-a-doha/> ; Les visites du Ministre en charge des affaires étrangères togolaise du 24 février 2021 au Qatar, du 4 octobre 2021 en Arabie Saoudite, du 1^{er} juin 2022 en Israël, ne sont pas passées inaperçus par les terroristes...

⁶ Echoroukonline (2022). « Polémique : Macron demande au président bissau-guinéen d'enlever sa veste ! ». In www.echoroukonline.com. 30 juillet 2022. Accédé le 7 août 2022. Voir <https://www.echoroukonline.com/polemique-macron-demande-au-president-bissau-guineen-denlever-sa-veste>

⁷ Ben Ahmed, L. (2022). « La Cédéao annonce un projet de force anti-putsch dans la région ouest-africaine à l'occasion de la visite du président français Emmanuel Macron en Guinée-Bissau ». In *Anadolu Agency*. 28 juillet 2022. Accédé le 11 août 2022. Voir <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/la-c%C3%A9d%C3%A9ao-annonce-un-projet-de-force-anti-putsch-dans-la-r%C3%A9gion-ouest-africaine/2647998>

⁸ Voie accélérée ou rapide.

⁹ Le Média (2022). « Tournée de macron en Afrique : un président ne peut pas parler comme ça ! ». In *Le Media youtube.com*. 3 août 2022. Accédé le 11 août 2022. Voir https://www.youtube.com/watch?v=7x_OgPheHLs. Il s'agit du retour sur la tournée africaine d'Emmanuel Macron qu'il a achevée en Guinée-Bissau, où il a rencontré le président Umaro Sissoco Embaló, pour parler notamment de la sécurité au Sahel.

¹⁰ L'opération Barkhane est une opération militaire menée au Sahel et au Sahara par l'Armée française. Lancée le 1^{er} août 2014, elle remplace les opérations Serval et Épervier. Cette opération utilise comme relais les armées africaines alliées, mais aussi les armées de pays européens ainsi que celles proposées par les Nations Unies, dites MINUSMA, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Celle-ci a été créée par la résolution 2100 du Conseil de sécurité du 25 avril 2013. Cette force a pour objet d'appuyer le processus politique dans ce pays et effectuer un certain nombre de tâches d'ordre sécuritaire. Le mandat de la MINUSMA est renouvelé, en principe, chaque année, au mois de juin, devant le Conseil de sécurité des droits humains à New-York. Il faut qu'il y ait un consensus global de la part du Conseil de sécurité de l'ONU. Suite à des manifestations de la population malienne contre la mission de l'ONU en Janvier 2022, et un problème d'interprétation de l'arrivée d'un convoi de militaires ivoiriens non mandaté par la MINUSMA, Le Mali a expulsé, M. Olivier Salgado, le porte-parole de la MINUSMA le 20 juillet 2022, sur la base de l'accusation selon laquelle ce dernier a publié sur Twitter des « informations inacceptables » et sans preuves sur l'affaire des 49 militaires ivoiriens détenus depuis plus d'une semaine à Bamako. Pour le Mali, le porte-parole de la Minusma a déclaré « sans aucune preuve, que les autorités maliennes auraient été préalablement informées de l'arrivée des 49 militaires ivoiriens par vol civil, à l'aéroport international (de Bamako) le dimanche 10 juillet 2022 ».

En Afrique, il convient de mentionner les bases arrière françaises officiellement connues et stationnées au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Gabon. L'ensemble de ces forces militaires avaient pour objectif de lutter contre les groupes armés salafistes djihadistes affiliés à al-Qaïda ou à l'État islamique opérant dans toute la région du Sahel. Mais les armes et le financement utilisés par ces terroristes proviendraient principalement de l'Arabie Saoudite et du Qatar. Or, ces deux pays ne fabriquent pas d'armes et les armes interceptés seraient de fabrication principalement occidentale, dont une partie française.

¹¹ Encel, F. (2022). *Les Voies de la puissance : Penser la géopolitique au XXI^e siècle*. Editions Odile Jacob : Paris.



- ¹² Agbogli, A. K. (2002). *Le monde et le destin des Africains : Les enjeux mondiaux de puissance*. Collection « interdépendance africaine ». Editions l'Harmattan : Paris.
- ¹³ Amaïzo. Y.E. (1998). De la dépendance à l'interdépendance. Mondialisation et marginalisation : une chance pour l'Afrique ? Collection « interdépendance africaine ». Editions l'Harmattan : Paris.
- ¹⁴ Primature du Togo (2022). « Attaques terroristes : le gouvernement échange avec les partis politiques ». In *primature.gouv.tg*. 4 août 2022. Accédé le 8 août 2022. Voir <https://primature.gouv.tg/attaques-terroristes-le-gouvernement-echange-avec-les-partis-politiques/>
- ¹⁵ AFP (2022). « En tournée, Antony Blinken appelle à un « véritable partenariat » avec les pays africains ». In *www.france24.com*. 9 août 2022. Accédé le 10 août 2022. Voir <https://www.france24.com/fr/afrique/20220809-en-tourn%C3%A9e-antony-blinken-cherche-%C3%A0-renouveler-son-partenariat-avec-les-pays-africains>
- ¹⁶ Le Monde et AFP (2022). « Le nord du Togo visé par une attaque, les autorités redoutent des victimes ». In *www.lemonde.fr*. 15 juillet 2022. Accédé le 11 août 2022. Voir https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/07/15/le-nord-du-togo-verse-par-une-attaque-les-autorites-redoutent-des-victimes_6134947_3212.html ; « Selon des médias privés, une dizaine de civils auraient été tués dans deux villages situés dans la préfecture de Kpendjal, proche de la frontière avec le Burkina Faso ».
- ¹⁷ BENDHAOU F. (2022). « Togo/Terrorisme : Le gouvernement évalue la situation avec les partis d'opposition ». In *Anadolu Agency*. 5 août 2022. Accédé le 12 août 2022. Voir <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/togo-terrorisme-le-gouvernement-%C3%A9value-la-situation-avec-les-partis-d-opposition/2653815>
- ¹⁸ Avec la plus grande réserve quant à la liste précise complète des partis présents, voici la liste que nous avons pu reconstituer par recoupements, qui reprend 13 partis sur les 26 qui sont censés avoir participé à la rencontre : CDPA, DSA, MCD, MCM-PPS, MDPR, NET, NID, PDP, PSR, Le TOGO AUTREMENT, UDS-TOGO, UFC, UNIR.
- ¹⁹ Primature Togolaise (2022). « Attaques terroristes : le gouvernement échange avec les partis politiques ». In *primature.gouv.tg*. 4 août 2022. Accédé le 12 août 2022. Voir : <https://primature.gouv.tg/attaques-terroristes-le-gouvernement-echange-avec-les-partis-politiques/>
- ²⁰ Gabinho (2021). « Pegasus / Espionnage des Togolais affamés avec des millions voire milliards de Fcfa par Faure Gnassingbé : Habia et Les Démocrates sont consternés ». *Intelegramme228.com*. 21 juillet 2021. Accédé le 10 août 2022. Voir <https://telegamme228.com/habia-et-les-democrates-sont.html>
- ²¹ Bolly, M. (2022). « Visite de Macron en Afrique : Pour des dirigeants africains, la France n'est plus le meilleur gage de la stabilité de leur régime ». In *www.maliweb.net*. Le journal *Le Matin*. 3 août 2022. Accédé le 8 août 2022. Voir <https://www.maliweb.net/economie/cooperation/visite-de-macron-en-afrique-pour-des-dirigeants-africains-la-france-nest-plus-le-meilleur-gage-de-la-stabilite-de-leur-regime-2986280.html>
- ²² Bakrou, G. (2022). « Ukraine : Macron accuse les africains d'hypocrisie ». In *lanouvelletribune.info*. 26 juillet 2022. Accédé le 8 août 2022. Voir <https://lanouvelletribune.info/2022/07/ukraine-macron-accuse-les-africains-dhypocrisie/>